



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Résistance au capital : **classe contre classe !**

Cette rentrée est marquée par le contexte de la nouvelle recomposition politique du grand capital français : une nouvelle fois derrière Macron, l'homme des monopoles, réélu au printemps, et sa nouvelle majorité, plus incertaine que la précédente, mais qui vise à continuer la politique antisociale du premier mandat.

Une crise politique accentuée

Le gouvernement dirigé par Elisabeth Borne représente la continuité de la feuille de route de l'oligarchie financière.

Les résultats des législatives ont confirmé à tous points de vue la profondeur de la crise politique que traverse le pays en même temps que la crise du capitalisme.

A commencer par une **nouvelle abstention record**, notamment parmi les couches populaires, de plus en plus précarisées, et dont le niveau de confiance dans les élections et dans les institutions bourgeoises n'arrête plus de baisser et retire toute légitimité politique véritable à l'ensemble de la représentation nationale.

Même si Macron a réussi à obtenir une **majorité parlementaire**, celle-ci n'est plus absolue et le **renforcement de l'extrême-droite nationaliste**, déjà observé lors des présidentielles avec les scores de Le Pen et de Zemmour, s'est confirmé avec le score historique du Rassemblement National (RN, ex-FN) qui a obtenu 89 sièges. Cette banalisation et l'institutionnalisation des forces nationalistes a bien été aidée par la politique déjà marquée très à droite et ultraréactionnaire menée depuis des années par Macron, qui tente toujours de se positionner en rempart contre l'extrême-droite, alors que sa

propre politique pourrait être qualifiée comme telle.

Le prolétariat, se repliant en grande partie sur l'abstention ou n'ayant pas le droit de vote, n'a toujours pas de force politique de masse pouvant le représenter, aussi bien au niveau électoral qu'au niveau des luttes concrètes sur le terrain.

Si une partie des travailleurs se fait piéger par la démagogie du RN, **l'expérience de la NUPES a une nouvelle fois montré l'incapacité de la social-démocratie de proposer une alternative viable.**

Cette gauche servie à la nouvelle sauce n'a fait que souligner une fois de plus sa déconnexion totale de la lutte des classes, en tentant piteusement d'attraper plus de voix avec l'union de différentes formations derrière Mélenchon et LFI, avec notamment les écologistes, adeptes du capitalisme vert, et le PS, l'un des piliers de la dictature du capital depuis 40 ans, sans parler du PCF, devenu caricatural dans sa perte d'identité.

Les manœuvres du gouvernement Borne en faveur du capital

En ce qui concerne les **mesures du gouvernement Borne**, elles se caractérisent encore et toujours par la mise à disposition de l'Etat au service des monopoles et grosses entreprises.

Ainsi en est-il de la pseudo renationalisation d'EDF, consistant juste à racheter les actions (qui pourront être vendues ensuite, sans changer la forme juridique de l'entreprise, dans le cadre capitaliste) ; la volonté étant de nationaliser les pertes et de les renflouer via le contribuable avant de mieux privatiser les profits.

Cette manœuvre est destinée à tromper les travailleurs, tout comme les éléments de communication manipulatrice contenus dans les promesses de la



web



pcrf-ic.fr

Les Amis d'Oulianov - BP 40084

75 862 PARIS CEDEX 18

unionjc.fr



première ministre, affirmant "*ne pas laisser les prix de l'énergie exploser*" (mais « augmenter », oui... Ndlr), ajoutant : "*Les Français peuvent être rassurés, nous amortirons les hausses*". Mais qui est ce « nous », si ce ne sont pas les contribuables ? Selon E. Borne, certainement pas les monopoles et grosses entreprises, puisque son gouvernement refuse, dans sa loi sur le pouvoir d'achat adoptée début août, toute hausse des salaires, et se contente de suggérer que les entreprises « pourront » verser une prime à leurs salariés...

Cette situation justifie pleinement la multiplication des luttes pour des augmentations de salaires, comme l'ont montré par leurs grèves dures les travailleurs d'Etex-Siniat à Mazan, ou ceux de Pommier à Bagnères-de-Bigorre.

Situation internationale : guerres impérialistes sur le dos des peuples

Parallèlement à ce contexte national, **la situation internationale devient également de plus en plus tendue.** La guerre en Ukraine continue de cristalliser l'attention de la «communauté internationale» et de mettre en évidence les contradictions inter-impérialistes. L'hystérie médiatique antirusse atteint de nouveaux sommets, afin de faire accepter par l'opinion publique la militarisation croissante de l'économie, ce qui est également le cas dans beaucoup d'autres pays, y compris ceux qui étaient traditionnellement considérés comme «neutres» (volonté de la Suède et de la Finlande de rejoindre l'OTAN, etc...).

La Russie impérialiste, quant à elle, continue son expansion pour augmenter sa zone d'influence et faire face à l'OTAN. Ce conflit inter-impérialiste a déjà provoqué de nombreux dégâts en Ukraine, mais a aussi participé à une crise énergétique et alimentaire, ainsi qu'à l'augmentation des prix partout

dans le monde, mettant en difficulté beaucoup de pays.

Les puissances impérialistes occidentales et la Russie s'accusent mutuellement de tous les maux, alors que ce conflit est la conséquence de la contradiction entre les intérêts des capitaux de ces Etats.

Environnement : stop à l'hypocrisie !

L'environnement est une nouvelle fois au cœur des débats avec des nouveaux épisodes de canicule cet été et les feux de forêts en Gironde et ailleurs. L'hypocrisie des classes dominantes et de leurs Etats bourgeois est une nouvelle fois évidente, lorsque les augmentations des budgets militaires, l'envoi des armes en Ukraine, en Israël, en Arabie saoudite et ailleurs, la pollution engendrée par les grands monopoles et les jets privés de leurs actionnaires, ne posent pas de problèmes et que les travailleurs portent encore le fardeau des nouvelles mesures restrictives de ce capitalisme qui se veut vert. Là encore, nous voyons que les lois économiques du capitalisme sont un obstacle à résoudre les problèmes de l'humanité, puisque la propriété privée des forêts empêche une utilisation et un entretien rationalisé, centralisé et planifié.

Ainsi cette rentrée doit-elle être surtout une rentrée de luttes pour les travailleurs. Cette lutte doit être économique et syndicale, pour la défense et la conquête des droits sociaux. Mais la lutte doit plus que jamais être politique, car le prolétariat a encore plus besoin d'avoir son parti, capable de l'organiser pour affronter ouvertement le capital pour un réel changement de société vers le socialisme, contre les guerres et contre l'impérialisme, pour la paix et le progrès social, culturel et technique.

Le PCRF



Qui sommes-nous ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins

le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Email : _____